- 3. OCT 1961
Transmis à M. Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 août 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume", a donné le 18 septembre 1961 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e augustus 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen die dienstverplaatsingen volbrengen in het buitenland", heeft de 18e september 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet remplace la réglementation actuelle relative au régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume.

\+

\+ +

A l'exception des dispositions relatives aux familles des militaires, dispositions trouvant leur base légale dans l'article 68 de la Constitution, le projet ne traite pas des frais de parcours; cette matière est réglée pour tous les agents des services publics, y compris les militaires, par l'arrêté royal du 9 janvier 1951. Le visa de cet arrêté dans le préambule n'est pas nécessaire.

\+

\+ +

Le projet vise dans son préambule l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Le fait que cet arrêté prévoit l'existence d'attachés militaires n'est pas une raison suffisante pour le citer dans le préambule du projet.

\+

\+ +

.../...

Généralement on écrit, dans les articles du projet, "le Ministre de la Défense nationale", laissant l'expression "Notre Ministre de la Défense nationale" pour le dernier alinéa du préambule et l'article prévoyant l'exécution de l'arrêté.

\+

\+ +

L'article 1er du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, à l'exception des militaires en service aux forces belges d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, et des militaires accomplissant des déplacements de service au Congo et au Ruanda-Urundi".

\+

\+ +

L'article 2 du projet dispose :

"Pour l'application des dispositions du présent arrêté, l'expression "les militaires" signifie "les militaires et les personnes assimilées aux militaires".

.../...

Un arrêté du Régent du 18 août 1947 assimile certains fonctionnaires civils attachés à l'état-major général à des grades d'agents de l'Etat en ce qui concerne les indemnités de séjour et de déplacement. S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de soumettre ces agents au régime uniforme que fixe le projet, l'article 10 de cet arrêté devrait être modifié.

\+

\+ +

L'article 5 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

Les militaires en service permanent dans un organisme belge, étranger, international ou supranational bénéficient d'indemnités forfaitaires mensuelles de service permanent à l'étranger; elles sont payées mensuellement et à terme échu.

Le Ministre de la Défense nationale fixe, sur avis favorable de l'inspecteur des finances, le montant des indemnités de service permanent à l'étranger, en tenant compte des conditions de vie à l'endroit du stationnement.

Le montant des indemnités peut être différent selon que les bénéficiaires sont mariés ou célibataires; si une telle différence est établie, les indemnités sont allouées aux taux prévus pour les militaires mariés, aux militaires célibataires, veufs, séparés de corps ou divorcés qui ont à leur charge un ou plusieurs enfants pour lesquels des allocations familiales sont attribuées".

\+

\+ +

.../...

L'article 6, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Elles sont également dues pendant les journées de voyage nécessaires pour rejoindre l'organisme ou la nouvelle affectation".

+

+ +

Le début des §§ 1er et 2 de l'article 8 gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 1er. Le militaire chargé d'une mission dans le pays ou hors du pays où se trouve installé l'organisme auquel il est attaché, est indemnisé ...

§ 2. Par dérogation à l'article 6, le militaire appelé à interrompre temporairement ses fonctions pour faire du service, suivre un cours ou effectuer un stage dans ou hors du pays où se trouve installé l'organisme auquel il est attaché, cesse d'avoir droit ... ".

+

+ +

Suivant l'article 11 du projet "les militaires ... peuvent bénéficier pour eux et leur famille d'un voyage aller et retour aux frais de l'Etat...".

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de créer un droit au remboursement des frais de voyage dont il est question dans cet article, il y aurait lieu de remplacer les mots "peuvent bénéficier" par le mot "bénéficient".

+

+ +

L'article 12, § 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale fixe, dans chaque cas particulier, les indemnités à allouer aux officiers pourvus d'une nomination les attachant à un poste diplomatique et au personnel militaire mis à leur disposition; le montant de ces indemnités est fixé eu égard aux indemnités de même nature accordées aux agents du Ministère des Affaires étrangères remplissant des fonctions de même importance".

+

+ +

L'article 12, § 2, pourrait être rédigé comme suit :

"Le § 1er est applicable aux officiers pourvus d'une nomination les attachant à un poste assimilé aux postes diplomatiques".

+

+ +

.../...

L'article 13, §§ 1er et 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

§ 1er. Le militaire désigné pour suivre un cours ou effectuer un stage est considéré comme effectuant une mission temporaire à l'étranger, depuis et y compris .... y compris le jour de son retour; le chapitre 1er lui est applicable".

§ 2. A partir du lendemain du jour de son arrivée à l'établissement ou au corps de troupe jusqu'à la veille du jour où il le quitte définitivement, l'intéressé obtient le remboursement des sommes dépensées au titre de frais de logement, de frais de nourriture et de menues dépenses , dans la limite d'un montant maximum fixé par le Ministre de la Défense nationale; celui-ci fixe ce montant en tenant compte des conditions particulières à l'établissement ou au corps de troupe ainsi que des soldes et autres avantages alloués par les autorités étrangères".

\+

\+ +

L'article 14 peut être rédigé d'une manière plus simple :

"Article 14.-

Si la durée du cours ou du stage atteint neuf mois, le militaire peut, moyennant autorisation préalable du Ministre de la Défense nationale, bénéficier de l'article 10, § 1er, alinéas 1er et 2, §§ 2 et 3".

\+

\+ +

.../...

L'article 15 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 15.-

Le militaire qui a été autorisé à se faire accompagner ou rejoindre par sa famille bénéficie, pour couvrir les frais exposés, d'une intervention supplémentaire fixée par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

Pour suivre les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées par l'officier délégué du Ministre, il y aurait lieu de rédiger le chapitre V de la manière suivante :

"Chapitre V. Régime d'indemnisation applicable aux militaires embarqués à bord de bâtiments de mer commissionnés.

Article 17.-

Les militaires embarqués à bord de bâtiments de mer commissionnés bénéficient de la nourriture et du logement à charge de l'Etat.

Cette disposition est également applicable lorsque le bâtiment de mer commissionné se trouve dans les eaux territoriales ou intérieures belges.

.../...

Article 18.-

Les militaires embarqués à bord de bâtiments de mer commissionnés sont remboursés des menues dépenses qu'ils exposent pendant les journées de navigation et les journées d'escale dans un port étranger, dans les conditions et dans la limite d'un montant maximum fixées par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

L'article 21 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 21.-

Aucune indemnité n'est versée pour la nourriture et le logement des militaires participant aux prestations visées à l'article 19, lorsque ces services sont fournis par les autorités étrangères qui en demandent directement le remboursement au Ministère de la Défense nationale".

\+

\+ +

L'article 24 serait mieux rédigé comme suit:

"Article 24.-

Les frais exceptionnels, notamment les frais médicaux et pharmaceutiques,sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif par décision du Ministre de la Défense nationale, si ce dernier les estime justifiés".

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose en outre d'apporter un certain nombre de modifications au texte néerlandais du projet.

Het ontwerp vervangt de huidige reglementering betreffende het vergoedingstelsel voor militairen die dienstreizen buitenslands verrichten.

+
+ +

Met uitzondering van de bepalingen betreffende de gezinnen van militairen, die rechtsgrond vinden in artikel 68 van de Grondwet, handelt het ontwerp niet over reiskosten ; deze aangelegenheid is voor alle ambtenaren in overheidsdiensten, ook voor militairen, geregeld bij het koninklijk besluit van 9 januari 1951. Dit besluit hoeft in de aanhef niet te worden vermeld.

+
+ +

Het ontwerp verwijst in zijn aanhef naar het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel. Het feit dat dit besluit militaire attachés kent, is geen voldoende reden om het in de aanhef te vermelden.

+
+ +

.../...

In de regel schrijft men in de artikelen van het ontwerp "de Minister van Landsverdediging", terwijl alleen in het laatste lid van de aanhef en in het uitvoeringsformulier van het besluit "Onze Minister van Landsverdediging" wordt geschreven.

\+

\+ +

Artikel 1 van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

Dit besluit vindt toepassing op militairen op dienstreis buiten het Rijk, met uitzondering van hen die bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland in dienst of bij die eenheden op dienstreis zijn, en van hen die op dienstreis zijn in Congo en in Ruanda-Urundi".

\+

\+ +

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit betekent de uitdrukking "de militairen" "de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen".

.../...

Een besluit van de Regent van 18 augustus 1947 stelt sommige aan de generale staf verbonden burgerambtenaren gelijk met graden van het Rijkspersoneel voor de vergoeding van reis- en verblijfkosten. Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, die ambtenaren onder de eenvormige regeling van het ontwerp te stellen, dan zou artikel 10 van dat besluit moeten worden gewijzigd.

\+

\+ \+

Artikel 5 ware beter te lezen als volgt :

"Artikel 5.-

Militairen in vaste dienst bij een Belgische, buitenlandse, internationale of supranationale instelling ontvangen maandelijkse forfaitaire vergoedingen voor vaste dienst in het buitenland ; deze worden maandelijks en na vervallen termijn betaald.

De Minister van Landsverdediging bepaalt, op gunstig advies van de inspecteur van financiën, het bedrag van de vergoedingen voor vaste dienst in het buitenland met inachtneming van de levensstandaard in de standplaats.

Het bedrag van de vergoedingen kan verschillen naargelang de gerechtigden gehuwd of ongehuwd zijn ; in dit geval worden de vergoedingen tegen de bedragen die voor gehuwde militairen gelden, uitgekeerd aan militairen die ongehuwd, weduwnaar,

.../...

van tafel en bed of uit de echt gescheiden zijn wanneer zij een of meer kinderen ten laste hebben voor wie kinderbijslag wordt toegekend".

+
+ +

Artikel 6, tweede lid, kan beter worden gelezen als volgt :

"Zij zijn eveneens verschuldigd gedurende de dagen dat moet worden gereisd om de instelling of de nieuwe bestemming te bereiken".

+
+ +

De paragrafen 1 en 2 van artikel 8 kunnen beter worden gelezen als volgt :

"§ 1. De militair met een opdracht belast in of buiten het land waar de instelling gevestigd is waaraan hij is verbonden, wordt vergoed ...

§ 2. In afwijking van artikel 6 heeft de militair niet langer recht op de vergoeding voor vaste dienst, wanneer hij zijn ambt tijdelijk dient te onderbreken om dienst te verrichten, een cursus te volgen of een stage te verrichten in of buiten het land waar de instelling gevestigd is waaraan hij is verbonden".

+
+ +

.../...

Volgens artikel 11 van het ontwerp "mogen de militairen ... voor zich en hun familie een kosteloze heen- en terugreis genieten op kosten van de Staat ...".

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt een recht op terugbetaling van de in dit artikel bedoelde reiskosten in te voeren, dienen in de Franse tekst de woorden "peuvent bénéficier" te worden vervangen door "bénéficient", en dient de Nederlandse tekst te worden gelezen als volgt :

"Militairen in vaste dienst buiten de aan België grenzende landen, waaronder ook het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, reizen met hun gezin heen en ... terug op Staatskosten bij gelegenheid van een tussen twee dienstperiodes in België doorgebracht verlof.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de dienstperiode waarna een reis heen en terug wordt toegestaan".

\+

\+ \+

Artikel 12, § 1, eerste lid, kan beter worden gelezen als volgt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt voor ieder geval afzonderlijk de vergoedingen voor officieren met een benoeming waardoor zij aan een diplomatieke post worden verbonden, en voor het militair personeel waarover zij beschikken ; het

.../...

bedrag van die vergoedingen wordt vastgesteld naar dat van de soortgelijke vergoedingen, toegekend aan de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken met een gelijkwaardig ambt".

\+
\+ +

Artikel 12, § 2, kan worden gelezen als volgt :

"Paragraaf 1 is van toepassing op officieren met een benoeming waardoor zij verbonden worden aan een post die met diplomatieke posten is gelijkgesteld".

\+
\+ +

Artikel 13 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 13.-

§ 1. De militair aangewezen voor het volgen van een cursus of voor het verrichten van een stage, wordt geacht een tijdelijke opdracht in het buitenland te vervullen, vanaf de dag van zijn vertrek - die dag medegerekend - tot de dag van zijn aankomst in de inrichting of bij het troepenkorps waarvoor hij is aangewezen - die dag ten volle medegerekend - en vanaf de dag waarop hij die inrichting of dat troepenkorps voorgoed verlaat - die dag ten volle medegerekend - tot en met de dag van zijn terugkeer ; hoofdstuk I is op hem van toepassing.

.../...

§ 2. Van daags na zijn aankomst in de inrichting of bij het troepenkorps tot daags voordat hij er voorgoed weggaat, worden aan de betrokkene zijn uitgaven voor huisvesting en voeding alsook zijn geringe uitgaven terugbetaald binnen de grenzen van een maximumbedrag door de Minister van Landsverdediging vastgesteld met inachtneming van de bijzondere toestand in de inrichting of bij het troepenkorps en van de soldijen en andere voordelen toegekend door de buitenlandse autoriteiten".

\+

\+ +

Een eenvoudiger lezing voor artikel 14 ware:

"Artikel 14.-

Indien de cursus of de stage negen maanden duurt, kan de militair, met voorafgaande machtiging van de Minister van Landsverdediging, de toepassing van artikel 10 , § 1, eerste en tweede lid, § 2 en § 3,genieten".

\+

\+ +

Artikel 15 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 15.-

De militair die gemachtigd is zich door zijn gezin te laten vergezellen of wiens gezin gemachtigd is zich bij hem te vervoegen, ontvangt, om de gedane kosten te dekken, een door de Minister van Landsverdediging vastgestelde aanvullende tegemoetkoming".

\+

\+ +

/

Om de bedoelingen van de Regering tot uiting te brengen zoals zij door de gemachtigde officier te kennen zijn gegeven, dient hoofdstuk V te worden gelezen als volgt :

"Hoofdstuk V.- Vergoedingsstelsel voor militairen ingescheept op gecommissioneerde zeeschepen .

Artikel 17.-

Op gecommissioneerde zeeschepen ingescheepte militairen genieten voeding en logies op Staatskosten.

Deze bepaling geldt ook wanneer het gecommissioneerde zeeschip zich in de Belgische territoriale of binnenwateren bevindt.

Artikel 18.-

Aan de op gecommissioneerde zeeschepen ingescheepte militairen worden de geringe uitgaven welke zij doen tijdens de dagen vaart en de dagen aanleg in een buitenlandse haven, terugbetaald onder de voorwaarden en binnen de grenzen van een maximumbedrag als vastgesteld door de Minister van Landsverdediging".

+

\+ +

.../...

Artikel 21 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 21.-

Geen vergoeding wordt uitgekeerd voor de voeding en huisvesting van militairen die deelnemen aan de in artikel 19 genoemde prestaties, wanneer die diensten worden verstrekt door de buitenlandse autoriteiten, die rechtstreeks de terugbetaling ervan vorderen bij het Ministerie van Landsverdediging".

\+

\+ +

Artikel 24 ware beter te lezen als volgt :

"Artikel 24.-

Buitengewone onkosten, inzonderheid dokters- en apothekerskosten, worden op overlegging van een verantwoordingsstuk bij beslissing van de Minister van Landsverdediging terugbetaald, indien deze ze verantwoord acht".

\+

\+ +

.../...

Voorts worden nog de volgende wijzigingen voor de Nederlandse tekst voorgesteld :

Artikel 2.-

Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit worden onder "de militairen" verstaan : "de militairen ...".

Artikel 3.-

De hierna bepaalde ...

Artikel 4.-

Voor tijdelijke opdrachten volbracht buiten het Rijk worden de bedragen, die als huisvestingskosten, voedingskosten en geringe kosten zijn uitgegeven, terugbetaald binnen ...

HOOFDSTUK II.

Vergoedingstelsel voor militairen in vaste dienst bij een Belgische, buitenlandse, internationale of supranationale instelling .

...

Artikel 6.-

De vergoedingen voor vaste dienst zijn verschuldigd vanaf de dag van het in functie treden tot die waarop officieel aan de functie een einde wordt gemaakt .

.../...

Artikel 8.-

"Organisme" telkens door "instelling" en "bestendig" door "vast" vervangen.

Verder lezen :

...

"§ 3. In afwijking van ... periode van afwezigheid om gezondheidsredenen ... voor zover de militair ten zetel van ...".

Artikel 9.-

Wanneer een militair in vaste dienst aangewezen wordt om vast verbonden te worden aan een instelling ... is de vergoeding voor vaste dienst, ...

Artikel 10.-

§ 1. Weddetrekkende militairen mogen zich door hun gezin laten vergezellen of hun gezin mag zich bij hen vervoegen.

Onder gezin dient ... waarvoor kinderbijslag wordt uitgekeerd.

Uitzonderlijk en met bijzondere en voorafgaande machtiging van ... kunnen kinderen boven 21 jaar en eventueel andere personen ten laste worden beschouwd als deel uit te maken van het gezin.

....

.../...

§ 3. Onder de hierna vermelde voorwaarden worden eveneens terugbetaald : de reiskosten ... en eventueel de minderjarige kinderen ...

...

HOOFDSTUK III.

Vergoedingstelsel voor militairen die aan diplomatieke posten verbonden zijn .

...

HOOFDSTUK IV.

Vergoedingstelsel voor militairen die aangewezen zijn om een cursus te volgen of ...

Artikel 16.-

In afwijking ... afwezigheid om gezondheidsredenen ...

...

Artikel 22.-

De Minister van ... die niet vermeld is of niet gerangschikt kan worden onder de reizen waarvan sprake in de ...

.../...

Artikel 23.-

De Minister ... voor de reizen waarvan sprake in de hoofdstukken ...

Artikel 26.-

Dit besluit treedt 1 januari 1962 in werking .

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.